

conjoncture politique plus favorable celui-ci reconstruira le parti, en changeant de ligne s'il le faut. Peu importe, il oubliera son passé.

### c — Autonomie de l'appareil bureaucratique par rapport à l'appareil d'Etat bourgeois.

C'est la troisième période (1928-1932) de l'Internationale qui permet à l'appareil de rompre définitivement avec la social-démocratie et de briser les liens qui pouvaient encore le retenir à une aïe de la petite bourgeoisie ou de la bourgeoisie. En effet, le P.C. issu de la social-démocratie, maintenait en son sein des éléments douteux, des politiciens troubles, des notables locaux, éduqués par le mouvement ouvrier d'avant 1914 pratiquant une politique de conciliation sur la base d'intérêts communs avec certaines forces démocratiques et parlementaires. Le cours sectaire et « ultra gauche » amènera cette frange à quitter le parti alors qu'au même moment il formera de jeunes militants ouvriers. (Voir à l'époque le rôle décisif des J.C., dont certains dirigeants accéderont d'ailleurs à la direction du parti). Ce processus de rupture s'il présente des aspects positifs, s'effectue malheureusement au moment où l'Internationale adopte définitivement et impose dans les faits la ligne stalinienne.

C'est Moscou qui éduquera désormais les futurs cadres du parti, tous d'origine ouvrière, modelés par les écoles, les stages et indéfectiblement attachés à la patrie socialiste.

Si la troisième période a eu des conséquences catastrophiques sur le plan politique et a entraîné une baisse d'audience considérable du parti sur les masses, cette phase a permis de construire l'instrument indispensable — tel qu'il existe encore aujourd'hui — à l'application de toute conception stratégique stalinienne. L'appareil central s'érige en couche bureaucratique redevable à Moscou aussi bien de la légitimité que de ses moyens matériels, se trouve libre de toutes attaches avec la bourgeoisie autochtone, mais soumis aux directives des bureaux du Kremlin. Il pourra mettre en pratique la ligne de défense des intérêts diplomatiques de l'U.R.S.S. : mais l'autonomie de la direction bureaucratique par rapport à l'appareil d'Etat bourgeois était une condition indispensable à la réalisation de cet objectif, même si conjuncturellement, les intérêts de la bourgeoisie française et de la bureaucratie soviétique peuvent converger. On verra plus tard (en 1947) que l'intégration trop poussée des communistes dans l'appareil d'Etat bourgeois, sera la source d'un conflit avec Staline, quand éclatera la guerre froide.

Une fois l'appareil constitué il restait au P.C. à conquérir les masses les plus larges et à s'immerger dans la classe ouvrière. La période du front populaire lui en donnera l'occasion de même qu'elle permettra d'éprouver une stratégie à laquelle il est resté immuablement fidèle depuis presque 40 ans : la stratégie frontiste.

### d — Intégration de l'appareil dirigeant dans le système bureaucratique international.

Au total, il existe un certain nombre de critères qui permettent de définir un parti stalinien. Deux d'entre eux sont communs au stalinisme et à la social-démocratie : l'opportunisme politique (tel que l'a analysé Lénine) et la révision théorique. En fait, ces deux déviations se retrouvent dans tout courant non authentiquement marxiste révolutionnaire, et par conséquent ne suffisent pas à caractériser politiquement une bureaucratie ouvrière. Le point important porte sur les intérêts que sert cette bureaucratie, en tant que force de conservation sociale : la social-démocratie sert les intérêts de la bourgeoisie nationale et dans l'hypothèse de l'affaiblissement extrême de celle-ci, les intérêts de l'impérialisme le plus puissant ; l'appareil stalinien sert les intérêts de la couche dirigeante de l'U.R.S.S. Il en découle des conséquences essentielles en ce qui concerne les formes d'organisation qui ne peuvent être identiques dans ces deux cas. Nous avons vu les conditions de fonctionnement d'un parti stalinien et notamment comment il maintient son emprise sur la classe ouvrière ; pour maintenir ce système d'organisation, indispensable pour rendre opératoires les buts fixés, il est obligé de distiller malgré tout un substrat des principes qui sous-tendent le système : d'où l'ersatz de « léninisme » qui lui-même continue de sécréter au sein de l'appareil du parti un certain type d'idéologie.

En implantant le système d'organisation stalinien, le P.C. a introduit pour la première fois dans le mouvement ouvrier français, un type de liaison entre les organisations de masse, les syndicats et le parti et un type de rapport entre les luttes économiques, les luttes politiques et les luttes idéologiques. La diffé-

rence fondamentale qui existe avec la social-démocratie, c'est que ces éléments ne peuvent évoluer indépendamment les uns des autres, sous peine de voir s'effondrer l'ensemble du système.

C'est l'appareil dirigeant, totalement autonome, entièrement détaché des luttes et coupé de l'organisation qui assure la cohérence de l'ensemble en fonction de ses intérêts d'appareil, immédiats ou à plus long terme. Pour cela il se sert de deux instruments politiques absolument permanents dans toute ligne de type stalinien : la stratégie frontiste et la référence à l'U.R.S.S. Chaque fois que ces deux piliers peuvent tenir debout, le parti stalinien devient une force politique extrêmement efficace. Toute l'histoire de ces quarante dernières années est là pour nous le démontrer.

### 3) Intégration du P.C. dans le système politique français.

Après la construction de l'appareil bureaucratique (27-32), après la conquête d'une large audience de masse (34-37), une nouvelle période sera décisive pour donner au P.C.F. son visage actuel : celle de la résistance et de la libération qui lui permettra de devenir une force politique réelle, à la fois régulatrice de la vie politique, dans le cadre du système, mais aussi capable de le remettre en cause, éventuellement de s'en emparer pour son propre compte, si les conditions de l'élargissement du système bureaucratique international étaient réunies.

Cette « intégration » dans le système politique français est capitale : elle explique la force encore réelle du P.C.F., mais aussi l'impasse où l'a plongé la transformation des conditions de la vie politique après 58.

En 1944-47, le P.C.F. s'est fait le moteur d'une « aberration » historique en assurant, par son poids politique, le retour à un système parlementaire périmé, qui n'avait pas survécu à la débâcle de 40 après avoir été remis en selle provisoirement par le front populaire ; d'ailleurs la fraction la plus éclairée de la bourgeoisie n'était pas prête à se battre pour restaurer cette relique du capitalisme décadent (voir à ce propos le discours de de Gaulle à Bayeux en 46, où il préconise déjà la constitution de l'Etat fort, qu'il fera adopter en 58 ; voir également les deux résultats des référendums constitutionnels de 46).

En sauvant la république parlementaire, il y conquiert des positions fortes, par l'assaut de toutes les fonctions électives. Il participe à tous les niveaux à l'administration du pays et à la remise en route de l'économie. Par ses organisations et ses militants, il se fait gestionnaire partout où cela est possible (Sécurité Sociale, etc.). Il se croit l'axe indispensable de toute majorité gouvernementale.

Si ce processus est brutalement stoppé, ce n'est pas de son propre chef, mais à cause de l'apparition de la guerre froide qu'il n'a même pas vue arriver (se référer à l'une des rares auto-critiques de Thorez, qu'il fit après le retour de la délégation du B.P. à la première conférence du Kominform en 1947). A cette époque, non seulement la direction du P.C. fut favorable dans un premier temps au plan Marshall (notons qu'il en fut de même pour les directions tchécoslovaque et polonaise. C'est Tito qui, le premier, a dénoncé le plan Marshall...) mais encore était persuadée de revenir au pouvoir après l'échéance.

Moscou, dans une conjoncture internationale nouvelle, imposera une orientation nouvelle : la défense de la paix et de l'U.R.S.S. menacées par les menées belliqueuses de l'impérialisme aux abois.

Si à la libération, en trahissant aussi ouvertement les intérêts de la révolution, en reconstruisant l'appareil de production de l'Etat bourgeois, en ressuscitant et en cautionnant les forces politiques discréditées, le P.C.F. a joué fondamentalement le même rôle que la social-démocratie classique, il a cependant maintenu son indépendance organisationnelle et politique par rapport à la bourgeoisie. Cela explique que le processus « d'intégration » dans le système politique bourgeois n'a pu être poussé au bout de sa dynamique propre.

En toute logique, cette dynamique aurait pu le conduire à servir directement les intérêts de la bourgeoisie française : si un parti stalinien pouvait se transformer graduellement en parti social-démocrate, l'épisode de la libération rassemblait, de ce point de vue, des conditions historiques remarquables.

Pour qu'un parti stalinien se transforme en un parti social-démocrate, il faudrait admettre que la communauté d'intérêts entre la bureaucratie du P.C.F. et la bureaucratie soviétique se transforme durablement en une communauté d'intérêts de celle-ci avec la bourgeoisie nationale. Il faudrait donc, soit que la bureaucratie soviétique et la bourgeoisie impérialiste aient des intérêts histo-